

MACRON - CASTEX - MEDEF : ILS VEULENT PASSER EN FORCE POUR BAISSER LES ALLOCATIONS DES CHÔMEUR·SES EXIGEONS LE RETRAIT DE LEUR "RÉFORME" !

Le 1er avril, le gouvernement a décidé par décret d'imposer sa contre-réforme de l'assurance chômage, pour faire **1,3 milliards d'économie sur le dos des chômeur·ses**, et des travailleur·ses précaires. Elle entrera en application le **1er juillet**.

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES SALARIÉ·ES ET DEMANDEUR·SES D'EMPLOI ?

- Changement de **mode de calcul de l'indemnisation (ARE)**, **défavorable** aux demandeur·ses d'emploi (avec prise en compte des périodes d'inactivité) et aux salarié·es précaires.
- **Allongement de la durée de travail nécessaire** à l'ouverture des droits : 6 mois nécessaires, au lieu de 4 mois aujourd'hui.
- **Dégressivité et plafonnement** des allocations pour les cadres



RÉSULTAT

Selon le Ministère du Travail : un·e demandeur·se d'emploi qui a travaillé 8 mois sur les 24 derniers, payé·e au Smic touche une allocation mensuelle de 985 € par mois pendant 8 mois.

Avec la réforme, il touchera 667 € sur 14 mois.

La conséquence, c'est une **baisse significative des allocations de 20 à 30 %** pour les personnes inscrites à Pôle Emploi. Selon l'Unédic, environ **840 000 personnes** (38 % des allocataires) connaîtront une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne, par rapport à ce qu'elles touchaient avec les règles actuelles, même si elles auront des droits sur une durée plus longue. **CETTE RÉFORME EST UN SCANDALE !** Alors que plus d'1 million de personnes ont perdu leur emploi en 2020, le gouvernement s'obstine à répondre aux demandes du MEDEF au nom de la baisse du coût du travail.

Le rapport d'Oxfam montre que, malgré la crise, la fortune de Bernard Arnault a même augmenté de 44 milliards d'euros entre mars et décembre 2020, soit un bond de 41%. Dans le même temps, **un million de personnes seraient tombées dans la pauvreté en France en 2020**, selon les associations caritatives. Ce n'est pas aux travailleur·ses et aux plus fragiles de payer leurs crises.

MANIFESTATION

Chômeur·ses, salarié·es du public et du privé, précaires, étudiant·es...

Mobilisons-nous ! Samedi **10 AVRIL 14h30** départ Place Verdun, Grenoble

NOUS EXIGEONS :

- L'abandon définitif de la réforme de l'assurance chômage
- L'ouverture de droits au chômage pour toutes les chômeur·ses (1 sur 2 n'étant pas indemnisé·e)
- La prolongation de l'année blanche pour les intermittent·es du spectacle et son élargissement aux intermittent·es de l'emploi (saisonnier·es, intérimaires, extras de l'hôtellerie-événementiel-restauration)
- L'ouverture de droits pour les nouvelles·aux cotisant·es aux annexes 8 & 10, peu importe le nombre d'heures
- L'extension du RSA aux jeunes de moins de 26 ans
- Un revenu décent pour toutes

CES PREMIÈRES MESURES DOIVENT S'ACCOMPAGNER D'UNE REFORME GLOBALE DE NOTRE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE ET DE SON FINANCEMENT

Premier·es signataires: ATTAC, Cultures Essentielles en Lutte Isère, Collectif des syndicats du Spectacle et de la Culture CGT Isère, CNT38, DAL38, Ensemble, France Insoumise Grenoble, France Insoumise Isère, FSU38, Génération.S, Gilets Jaunes 38, Lanceurs de Tuiles, MNL Isère, NPA38, PCF Isère, PEPS, Précaires Solidaires, Solidaires Isère, UD CGT Isère, UCL, UEG, UNEF, UNL...